

Elections Législatives - Scrutin du 5 Mars 1967

CINQUIEME CIRCONSCRIPTION

Electrices, Electeurs,

DEUX FOIS DEJA vous m'avez désigné comme votre député :
UNE TROISIEME FOIS je sollicite votre confiance.

Il vous appartient aujourd'hui de dire que le gouvernement actuel doit continuer sa tâche, en accord avec le Général De Gaulle, Président de la République, parce que **pour l'essentiel le gouvernement n'a pas démérité,**

parce qu'il n'y a actuellement aucune solution de **re-change** : en effet la fédération socialiste et les communistes ne représentent qu'un tiers de l'électorat, le centre démocrate de Lecanuet ne veut pas entendre parler des communistes, qui d'ailleurs ne veulent pas davantage de lui.

Il est certain que tout n'est pas parfait : mais un vote purement négatif aboutirait à un véritable chaos, à une invraisemblable pagaille, — et tout Français honnête est d'accord pour ne pas retourner aux erreurs qui ont amené l'effondrement de la IV^e République.

Trois considérations devraient, ici, raisonnablement guider votre choix.

I — BILAN DE LA LEGISLATURE.

Cinq ans viennent de passer, cinq ans qui sont quand même cinq ans de paix, de liberté et de progrès.

PAIX la plus complète, bien suprême que la France ignorait depuis 22 ans !

Dans le monde, notre pays a retrouvé une place perdue depuis presque deux générations. Il ne faut pas l'oublier.

LIBERTE c'est l'indépendance de notre nation, en dehors de toute allégeance, dans le respect de la fidélité aux alliances (notamment lors des événements de Cuba), dans la poursuite de la réalisation du Marché Commun (spécialement au point de vue agricole) et la construction d'une Europe politique.

Ce sont les libertés fondamentales maintenues : liberté de l'entreprise, liberté de pensée, d'expression, scolaire... Il n'y a peut-être pas de pays au monde où le citoyen jouisse d'une aussi grande liberté qu'actuellement en France.

PROGRES c'est une monnaie forte, un budget en équilibre, une balance du commerce extérieur également en équilibre, une inflation qui rongait la France depuis 40 ans enfin jugulée. Tout cela n'existait pas il y a huit ans, et doit être porté au crédit du gouvernement.

C'est un progrès économique qui bien sûr comporte des ombres, mais qui classe cependant nettement la France dans le peloton de tête de toutes les nations du monde.

C'est un progrès social qui se traduit par une législation que bien peu de pays possèdent, même les pays communistes, avec notamment un budget de l'Education Nationale qui en 8 ans a doublé en valeur absolue.

C'est l'**autorité de l'Etat restaurée**, indispensable dans un monde de plus en plus complexe que le progrès scientifique transforme à une vitesse accélérée.

Il reste des retards à rattraper, notamment en matière de logements, d'écoles, d'autoroutes, — il y a des insuffisances à corriger, notamment en ce qui concerne l'aide aux familles et aux personnes âgées : mais à la différence de ce qu'elle était il y a 8 ans la France est aujourd'hui un corps sain, même s'il existe des points de démangeaison irritants et désagréables.

La remontée de la France, ces dernières années, est reconnue par l'univers entier.

Allez-vous l'interrompre pour retourner à l'incohérence, oublieux des leçons d'hier si proches encore ?

Vous laisserez-vous prendre aux invraisemblables promesses de ceux qui aujourd'hui critiquent, alors que socialistes en tête et M. Mitterrand, onze fois ministre, maîtres du pouvoir pendant douze ans, ils ont abouti au lamentable procès-verbal de faillite de 1958, sans avoir réussi alors à faire le tiers ou la moitié de ce que, aujourd'hui, ils trouvent insuffisant...

alors que
le Premier Ministre anglais actuel, socialiste, contrairement à toutes ses promesses, ramène son pays au point de vue économique près de six ans en retard !

Il faut continuer sur la lancée actuelle, — en améliorant la machine, sans la casser.

II — TRANSFORMATION DE NOTRE RÉGION.

Une loi récente sur la communauté urbaine de Lyon veut que le Parlement procède cette année à la rectification des limites entre le département du Rhône et de l'Isère.

Où vont passer ces limites ?

QUESTION CAPITALE : la commodité pour les petites choses, la nécessité pour les grandes décisions imposent une large solution, de manière que le nord de l'arrondissement ne soit pas purement et simplement avalé par le Grand Lyon, pour que la région viennoise ne soit pas réduite au néant.

Tout en restant dauphinois 100 %, j'ai opté pour **LA SEULE SOLUTION RAISONNABLE**, dans l'intérêt des habitants de notre région, c'est à dire pour le maintien de l'arrondissement en entier (sauf peut être le canton de la Côte) et pour son rattachement au département du Rhône. Il est faux de prétendre qu'il y a là problème mineur et que tout dépend de Paris : sur cette question comme sur celle de la façon dont nous bénéficierons ou non de l'énorme croissance du grand Lyon, c'est d'ici et de Lyon que partiront en fin de compte les propositions qui seront adoptées.

Que chaque électeur sache que nous jouons là une partie essentielle pour lui, ses enfants et que nous n'avons pas le droit de gâcher nos cartes. Il y va du travail de milliers de personnes, du développement économique et social de notre région, du caractère même de l'antique cité de Vienne.

Pour bien mener ma tâche, il m'a paru indispensable d'être **AIDE** par **QUELQU'UN QUI CONNAISSE TRES BIEN LE NORD** de la circonscription et qui ne soit discuté par personne : vous donnerez votre confiance au **Docteur COURJON**, suppléant, éminent par ses titres universitaires, spécialiste des problèmes du Grand Lyon, estimé de tous, notamment à Meyzieu et dans son canton où il est maire et président de l'Association des maires.

III — LE SCRUTIN D'ARRONDISSEMENT INDIVIDUALISE LE DEPUTE

Par la forme même du scrutin vous êtes appelé à choisir comme mandataire un homme bien déterminé. Celui qui sollicite votre confiance, vous savez par expérience ce qu'il est, ce qu'il a fait, et donc ce qu'il fera.

Il ne fait pas de promesses qui ne peuvent pas être tenues. Mais depuis 8 ans, activement, honnêtement, sans que jamais nul ne lui ait adressé un reproche à cet égard, ami ou adversaire, il s'est dévoué totalement pour être un digne mandataire de son pays comme aussi de la région.

C'EST UN HOMME DE CHEZ NOUS, NON UN ETRANGER TOMBE DU CIEL : il connaît chaque village, chaque problème de votre arrondissement en pleine transformation.

C'EST UN HOMME LIBRE : il l'a toujours été et le demeure. Il est probablement le seul des candidats à qui n'a été demandé ni imposé de souscrire aucun engagement. L'inconditionnalité et le culte de la personnalité se trouvent ailleurs, aujourd'hui, parmi les candidats de cette circonscription !!!

Cette liberté il en usera, s'il est besoin, pour la défense de tous ceux qui pourraient être injustement frappés ou défavorisés :

Comme il l'a fait lorsqu'il s'est agi de **PRENDRE PARTI EN FAVEUR DES RAPATRIES**, qu'il s'agisse d'indemnisation ou d'amnistie : tous ses votes en font foi et sa ligne de conduite sera la même.

Comme il l'a fait, il y un peu plus de deux ans pour **DEFENDRE LES AGRICULTEURS** de cette région quand un ministre avait un peu trop oublié qu'à côté des réformes de structure, il y avait aussi des problèmes de prix, ou lorsque des poursuites anormales frappaient les meilleurs parmi nos paysans. Et il doit bien rappeler que toute la profession agricole, par ses dirigeants, l'en a remercié !

Comme il s'est consacré, comme il continue à se consacrer à la **DEFENSE DES SALAIRES** touchés par la fermeture d'entreprises séculaires, condamnées par le progrès économique, réussissant avec maires et syndicats à assurer au mieux la transition, s'honorant de voir appliquer les dispositions du Fonds National de l'Emploi, loi sociale toute récente dont il a été un des commissaires.

Vous renouvellerez, le 5 Mars 1967, votre confiance à :

SUPPLEANT :

Docteur Jean COURJON

Professeur agrégé de Médecine
à la Faculté de Lyon
Médecin des Hôpitaux de Lyon
Maire de Meyzieu
Président de l'Association des maires
du canton de Meyzieu

Noël CHAPUIS

Avocat au barreau de Vienne
Ancien bâtonnier
Croix de guerre 39/45
Père de famille nombreuse
Démocrate V^e République